

Hebdomadaire
congolais
d'investigation
et d'information
générale

MANAGER HORIZON



13^{ème} année N°551 du 18 au 25 mai 2026 Siège social: 226 Rue Bangou (croisement avenue des 16^{ème} plateau des 15 ans) C/78 OCH Moungali-III Rép. du Congo

Tél: 06 438 30 40 / 22 613 87 37 E.Mail: managerhorizon@yahoo.fr / Prix: Congo : 500 F CFA; Afrique Francophone 500 F CFA - Zone Euro: 2 E



SNPC, les frondeurs ne prêchent que pour la désillusion et les déboires. (P.7-8)



**Le ministre Ludovic
NGATSE rassuré et à
l'ouvrage pour les
assemblées (P.5-6)
annuelles de la
BAD !**

**Le ministre Jean
marc Thystère
Tchicaya fait un
mea culpa. (P.12)
Attention à la loi
Mouebara !**



Les recettes du numérique, une manne qui attire des rivalités féroces (P.10)



**Le ministre Jean-
Rosaire Ibara se
mobilise pour la
réduction de la
mortalité maternelle
et néonatale (P.3)**

**Déplacement
obligatoire
au
quartier
Yoro à
Mpila (P.12)**



**Le combat de
l'intégration à la (P.11)
ZLECAF, est un véritable
défi à relever pour le
Dr Dominique Candide
Fabrice Koumou
Boulas !**

**L'appel de pieds du
ministre Christian
Yoka au FMI ! (P.2)**

**Hobain Mongo, au-delà des trajectoires tracées, le
destin hors norme de la première DG de Télé Congo (P.9)**

Diplomatie : Basile Ikouebe nommé ambassadeur du Congo aux États-Unis !

La diplomatie congolaise enregistre le retour remarqué de Basile Ikouebe sur le devant de la scène internationale. Par décret n°2026-145, ce diplomate chevronné a été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo auprès des États-Unis. Il succède à Serge Moumbouli, décédé le 5 septembre 2025. Cette nomination marque le retour d'une figure emblématique de la diplomatie congolaise à un poste stratégique dans les relations entre Brazzaville et Washington.

Avec plus de quatre décennies d'expérience au plus haut niveau de l'État, Basile Ikouebe apparaît comme l'un des diplomates les plus expérimentés du Congo. Sa carrière débute dans les années 1970 lorsqu'il occupe les fonctions de directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères avant d'être nommé secrétaire général du département. Très tôt, il devient l'un des proches collaborateurs du président de la République en qualité de conseiller diplomatique, puis directeur de cabinet du chef de l'État entre 1987 et 1992. Au fil des années, Basile Ikouebe s'est imposé comme un acteur central de la politique étrangère congolaise. Il a notamment été ambassadeur et représentant permanent du Congo auprès des Nations Unies à New York entre 1998 et 2007, une période durant laquelle il a porté la voix du Congo sur plusieurs grands dossiers internationaux. Son parcours culmine ensuite avec sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et de la Coopération de 2007 à 2015. Après son passage au gouvernement, le diplomate avait poursuivi sa carrière sur le continent africain à travers plusieurs missions de haut niveau confiées par l'Union africaine. Il a notamment été représentant du président de la Commission de l'Union africaine dans la région des Grands Lacs et chef du Bureau de liaison pour le Burundi à Bujumbura. Plus récemment, il occupait les fonctions de Haut représentant de l'Union africaine pour le suivi de la transition au Tchad, poste qu'il a assuré jusqu'en 2026. Son retour à la tête de l'ambassade du Congo à Washington intervient dans un contexte diplomatique particulièrement stratégique. Les relations entre le Congo et les États-Unis touchent aujourd'hui plusieurs domaines sensibles, notamment les investissements, la sécurité, l'énergie, la gouvernance et les questions environnementales. La nomination d'un diplomate aussi expérimenté traduit la volonté des autorités congolaises de renforcer leur présence diplomatique et de redynamiser la coopération bilatérale avec l'une des plus grandes puissances mondiales. À Brazzaville, cette désignation est perçue comme le retour d'un homme d'expérience appelé à mettre son expertise au service des intérêts du Congo sur la scène internationale. Connu pour sa



maîtrise des questions diplomatiques et son carnet d'adresses au sein des grandes institutions internationales, Basile Ikouebe devra désormais relever le défi de consolider les relations entre Brazzaville et Washington tout en portant les ambitions diplomatiques du Congo dans un environnement mondial en pleine mutation. Cette nomination marque le retour d'une figure emblématique de la diplomatie congolaise à un poste stratégique dans les relations entre Brazzaville et Washington. Avec plus de quatre décennies d'expérience au plus haut niveau de l'État, Basile Ikouebe apparaît comme l'un des diplomates les plus expérimentés du Congo. Sa carrière débute dans les années 1970 lorsqu'il occupe les fonctions de directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères avant d'être nommé secrétaire général du département. Très tôt, il devient l'un des proches collaborateurs du président de la République en qualité de conseiller diplomatique, puis directeur de cabinet du chef de l'État entre 1987 et 1992. Au fil des années, Basile Ikouebe s'est imposé comme un acteur central de la politique étrangère congolaise. Il a notamment été ambassadeur et représentant permanent du Congo auprès des Nations Unies à New York entre 1998 et 2007, une période durant laquelle il a porté la voix du Congo sur plusieurs grands dossiers internationaux. Son parcours culmine ensuite avec sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et de la Coopération de 2007 à 2015. Après son passage au gouvernement, le diplomate avait

poursuivi sa carrière sur le continent africain à travers plusieurs missions de haut niveau confiées par l'Union africaine. Il a notamment été représentant du président de la Commission de l'Union africaine dans la région des Grands Lacs et chef du Bureau de liaison pour le Burundi à Bujumbura. Plus récemment, il occupait les fonctions de Haut représentant de l'Union africaine pour le suivi de la transition au Tchad, poste qu'il a assuré jusqu'en 2026. Il sied de noter que Basile Ikouebe est un diplomate de carrière et il a assumé les fonctions suivantes :

- Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires Étrangères (1975-1977)
- Secrétaire général des affaires étrangères (1978-1979)
- Conseiller diplomatique du Président de la République (1982-1992)
- Directeur de cabinet du Président de la République cumulativement avec ses fonctions de conseiller diplomatique (1987-1992)
- Ambassadeur Itinérant au Ministère des Affaires Étrangères (1994-1996)
- Secrétaire général des affaires étrangères (1996-1998)
- Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies à New-York (1998-2007)
- Ministre des Affaires Étrangères, de la Francophonie et de la Coopération (2007-2015)
- Représentant du Président de la Commission de l'Union Africaine pour la région des Grands lac, chef du Bureau de Liaison pour le Burundi, à Bujumbura. (2017-2021)
- Haut représentant de l'Union africaine pour le suivi de la transition au Tchad (2021-2026).

Sainte-Acacia

Economie : L'appel de pieds du ministre Christian Yoka au FMI !

La République du Congo, une année seulement après avoir conclu son précédent programme avec le Fonds Monétaire International (FMI), a une fois de plus sollicité officiellement, un nouveau partenariat financier à travers un courrier adressé le 11 mai 2026 à l'institution de Bretton Woods. Cette démarche illustre la volonté des autorités congolaises, par le biais de son ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Publi, Christian Yoka, de poursuivre les réformes engagées et de renforcer la stabilité macroéconomique du pays.



En effet, notre pays le Congo, comme tous les autres pays du monde, n'est pas en marge de la conjoncture actuelle, dans un contexte international marqué par les conséquences des crises énergétiques, des tensions géopolitiques et du ralentissement économique mondial. A cela, plusieurs États africains, entre autres, dans pareille circonstances, ont recourus à des mécanismes de coopération avec les institutions financières internationales, dans le but de sécuriser leurs trajectoires de développement. La République du Congo se range résolument par conséquent dans cette dynamique responsable de gestion économique et d'anticipation.

A nos jours, Brazzaville multiplie les initiatives pour la modernisation de ses finances publiques, l'amélioration de la mobilisation des recettes et la restructuration progressive de sa dette. L'émission récente d'un eurobond de plus de 700 millions de dollars (455.000.000.000) de FCFA sur les marchés internationaux témoigne d'ailleurs de la confiance renouvelée des investisseurs dans la capacité du Congo, à honorer ses engagements et à conduire ses réformes. Après une levée de fonds de 700 millions USD en février 2026, à un taux de 9,5 % (échéance en janvier 2035), Brazzaville a lancé ce mois de mai courant, une offre de rachat pour restructurer plus de 575 millions de dollars de ses obligations venant à échéance en 2032, visant à préparer un nouveau programme avec le FMI.

D'un autre point de vue, cette opération financière, stratégique, permettra notamment de réorganiser certaines échéances de remboursement et d'offrir davantage de marge de manœuvre budgétaire à l'État afin de soutenir les investissements prioritaires dans les infrastructures, l'éducation, la santé et l'énergie.

Cependant, contrairement aux discours alarmistes souvent relayés,

les autorités congolaises maintiennent une ligne de conduite axée sur la discipline budgétaire et la transformation structurelle de l'économie. La diversification économique, la modernisation de l'administration fiscale et la rationalisation des dépenses publiques figurent parmi les priorités du gouvernement de la République. Ainsi, selon des observateurs anonymes, le dialogue avec le FMI représente avant tout une opportunité technique et stratégique. Il devrait permettre au Congo de consolider les acquis obtenus ces dernières années, tout en renforçant la crédibilité financière du pays auprès des partenaires internationaux. Par conséquent, cette mission technique attendue dans les prochaines semaines à Brazzaville aura pour objectif, d'évaluer les progrès accomplis et d'accompagner le gouvernement congolais dans la poursuite de ses réformes. Aussi, dans cette perspective, le Congo défendra-t-il cette vision ambitieuse : de bâtir une économie plus résiliente, plus compétitive et, tournée davantage vers le développement durable. Les autorités congolaises rappellent que la priorité reste l'amélioration des conditions de vie des populations et la préservation de la souveraineté économique nationale dans un environnement mondial de plus en plus exigeant. Bien entendu ce, au-delà des chiffres présentés par les spécialistes en la matière. A noter que, le FMI, Fonds Monétaire International est cette institution qui, au sortir de la Grande Guerre (la Deuxième Guerre mondiale), conflit armé à l'échelle planétaire qui dura, du 1er septembre 1939 au 2 septembre 1945, veille à la stabilité du système monétaire international. Il fut créé en juillet 1944 par deux grands économistes : John Maynard Keynes (Royaume-Uni) et Harry Dexter White (USA) à Bretton Woods, une ville de l'État de New Hampshire aux États-Unis d'Amérique. Son objet tif premier est l'octroi de prêt aux différents pays en difficultés financières ou autres.

Samira M'péra

MANAGER
HORIZON

N°551 du 18 au 25 mai 2026

Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Santé maternelle : Le ministre Jean-Rosaire Ibara se mobilise pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale

L'OMS pays, en partenariat avec MTN Congo ont procédé, ce 15 mai 2026 au Centre de Santé Intégré de Moukondo au lancement du projet référence obstétricale dans les maternités de Brazzaville et de Pointe-Noire. Sous le leadership du ministre de la Santé et de la Population, Jean-Rosaire Ibara, en présence du Représentant résident de l'OMS, le docteur Vincent Dosso Sodjinou, le directeur des risques et conformités de MTN Congo, Monsieur Quesnel Dimeni, représentant le directeur général, du directeur général de la population au dit Ministère, le docteur Paul Oyeré Moké et du directeur général de la protection civile, le général de police de première classe Albert Ngoto, des cadres du Ministère de la Santé et des sages-femmes. Cette cérémonie s'est déroulée sur la problématique de santé publique majeure à savoir, la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en République du Congo. Avec le don des téléphones mobiles aux maternités des Centres de Santé Intégré offert par la Fondation MTN. Ce projet vise à réduire les délais de transfert des patientes et améliorer la prise en charge des urgences obstétriques.

L'un des tons forts de cette cérémonie, la remise officielle des téléphones aux bénéficiaires sous la conduite du ministre de la Santé et de la Population. En effet, malgré les efforts du gouvernement de la République et de ses partenaires, les indicateurs demeurent préoccupants avec plusieurs décès maternels enregistrés, dont une proportion élevée dans les deux premières grandes villes du pays, Brazzaville et à Pointe-Noire. Les principales causes identifiées restent les hémorragies qui surviennent chez une femme après l'accouchement. Plus préoccupant encore, les insuffisances observées dans l'organisation des transferts obstétriques et la qualité des soins, une réalité qui exige une réponse coordonnée et durable. C'est dans cette dynamique qu'est initié le lancement du projet de renforcement du système de référence obstétrique à Brazzaville et à Pointe-Noire, à travers l'utilisation de la téléphonie mobile, fruit donc d'un partenariat entre le ministère de la Santé, l'OMS-Pays et la Fondation MTN Congo. Initiative destinée à connecter les maternités de Brazzaville et Pointe-Noire. " Je m'exprime aujourd'hui au nom de la Fondation MTN Congo avec un profond sens de responsabilité citoyenne. Si la santé relève avant tout de la mission du secteur public et des institutions spécialisées, la protection de la vie, de la dignité humaine et du bien-être des populations appellent aussi l'engagement du secteur privé. La santé maternelle touche à ce que nos sociétés ont de plus sensible et de plus important ", a affirmé le directeur



Le ministre Jean-Rosaire Ibara

des risques et conformités de MTN Congo, Monsieur Quesnel Dimeni. " Lorsqu'une femme perd la vie en donnant la vie, ce n'est pas seulement un drame médical, mais une pression humaine et sociale. Face à cette réalité, une entreprise responsable ne peut rester en retraite, ni encore silencieuse ", a-t-il déploré, malheureusement. " MTN est une entreprise de télécommunication, mais aussi une entreprise ancrée dans les communautés qu'elle sert. A travers la Fondation MTN Congo, nous affirmons que le secteur privé a un rôle essentiel à jouer sur les questions d'intérêt général, en particulier lorsque la vie et la protection des plus vulnérables sont en jeu. Notre engagement dans ce projet s'inscrit en complémentarité de l'action de l'État et de l'expertise des institutions sanitaires. Il consiste à mettre à disposition notre savoir, qui passe par la connectivité, faciliter la communication et repousser la coordination et l'échange des prix. Dans les situations

d'urgence, le temps et l'information sauvent des prix. C'est dans cet esprit que la Fondation MTN Congo a apporté des solutions concrètes de connectivité en interconnectant les acteurs impliqués de référence obstétrique, un apport simple en apparence, mais décisif par son impact, car il met la technologie au service de l'intérêt général et de la vie humaine ", a expliqué Quesnel Dimeni, directeur des risques et conformités de MTN Congo. Ainsi, ce dispositif repose sur la mise en réseau de 50 structures sanitaires permettant ainsi de fluidifier la communication et d'assurer une prise en charge

continue, coordonnée et sans faille de la femme enceinte. Ce projet illustre la vision que nous défendons, celle d'un secteur privé engagé, responsable et conscient de son rôle social. Investir dans la santé des femmes, c'est investir dans la stabilité sociale, le développement durable et l'avenir de la nation.

" La Fondation MTN Congo est honorée d'inscrire son action dans cette dynamique portée par le gouvernement et accompagnée par l'Organisation Mondiale de la Santé. Nous restons convaincus que la performance économique et l'engagement social sont indissociables lorsque l'humain est au cœur de l'action. C'est pourquoi nous disons simplement "Agissons aujourd'hui pour garantir un lendemain meilleur " , a-t-il conclu le directeur des risques et conformités de MTN Congo.

Ce projet vise ainsi à réduire la mortalité maternelle en agissant sur deux facteurs déterminants. Le suivi des grossesses à risque et la réduction du délai de la prise en charge à travers la référence. Grâce à la mise en réseau des maternités, nous allons améliorer la communication entre les

structures de santé, optimiser le transfert des patients en urgence, renforcer la coordination entre les départements et les districts sanitaires, garantir un suivi en temps réel des cas référés et enfin assurer le mentorat des maternités. C'est ainsi que les maternités de Brazzaville et de Pointe-Noire, à travers les hôpitaux généraux, les hôpitaux de référence et les centres de santé intégrés, après qu'un minimum l'activité est élargie, c'est-à-dire, pratiquant l'accouchement, disposent de téléphones fixes. Chaque téléphone est accompagné d'un répertoire des hôpitaux, des centres de santé intégrés et des structures administratives responsables de la santé de la reproduction.

Les numéros des référents, y compris celui de la sécurité civile, ont été associés, afin d'aider à mieux sécuriser les référents authentiques. Le partenariat avec l'OMS et la Fondation MTN nous a permis d'acquérir des téléphones couvrant toutes les maternités de Brazzaville et de Pointe-Noire. L'OMS et la Fondation MTN ont déjà payé les frais pour six mois de collectivité, c'est-à-dire jusqu'au mois d'octobre 2026.

A partir du mois de novembre 2026, il est demandé à chaque structure de payer un forfait mensuel de 2.000 francs CFA. C'est ici l'occasion d'exempter tous les chefs de centre de prendre la mesure de leurs responsabilités afin d'assurer l'entretien des téléphones et de s'acquitter régulièrement du forfait à partir du mois de novembre 2026. Un cadre de suivi et d'évaluation a été formalisé et un



MANAGER

N°551 du 18 au 25 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

Suite à la page 4

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Santé maternelle : Le ministre Jean-Rosaire Ibara se mobilise pour la.....

(Suite de la page 3)

rapport mensuel sera proposé. Nous travaillons à mobiliser d'autres partenaires afin de couvrir les autres départements du pays. Pour le Représentant résident de l'OMS, " La situation de la santé de la mère et du nouveau-né demeure encore préoccupante dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ainsi, le dernier rapport de l'OMS publié en 2025 sur la mortalité maternelle dans le Monde indiquait que l'Afrique subsaharienne concentrait 70 % de l'ensemble des décès maternels survenus dans le monde en 2023. L'Afrique centrale a enregistré un taux élevé de 724 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 2023 contre 223 décès pour 100 000 naissances vivantes au niveau mondial, malgré une diminution notoire de 21 % entre 2000 et 2023 ".

" Les causes de ces décès sont multiples, incluant les hémorragies graves, l'hypertension artérielle, les infections liées à la grossesse,



les complications des avortements à risque et les affections sous-jacentes susceptibles d'être aggravées par la grossesse telles que le VIH/sida et le paludisme. D'autres facteurs sociaux et organisationnels contribuent à cette mortalité élevée notamment les trois retards dont le retard à la prise en charge", a-t-il invoqué. " L'OMS réaffirme avec force qu'aucune mère ne devrait perdre la vie, en voulant donner la vie. Aucune femme ne devrait craindre pour sa vie lors de son accouchement, en particulier

dans ce millénaire des lumières où les connaissances et les outils pour gérer les complications courantes des grossesses existent. En lien avec notre valeur d'équité en santé, chaque mère, quelle qu'elle soit et où qu'elle vive, doit avoir une chance égale d'accoucher sans risque et d'envisager un avenir sain avec sa famille. Cette exigence est plus que d'actualité dans notre pays où, malgré la réduction drastique de la mortalité maternelle de 473 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2020 à 260 décès maternels pour

100.000 naissances vivantes en 2025, l'observatoire nationale des décès maternels, néonataux et infantiles rapporte six décès maternels chaque semaine. Ainsi, face à cette situation, des investissements supplémentaires sont plus que nécessaires pour renforcer le système national de santé, améliorer l'accès aux soins adaptés et de qualité, et former le personnel de santé pour prévenir et traiter les complications liées à la grossesse et à l'accouchement ", a-t-il précisé et rassuré.

Signalons que ce projet est en total cohérence avec les axes

énoncés le 5 mai 2026 par son Excellence Monsieur le Ministre de la Santé et contribuera à matérialiser la vision d'accélération de Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat.

Projet qui repose du reste sur quatre piliers essentiels : mise en réseau des maternités pour améliorer la communication et la coordination ; préparation des structures hospitalières à l'accueil de la patiente référée avec une réduction des délais de prise en charge et donc une augmentation de la probabilité de survie ; réduction des délais de référence grâce à des outils numériques et logistiques ; renforcement des capacités des professionnels de santé pour une prise en charge optimale.

Si ce projet est rendu possible, c'est grâce à une collaboration multisectorielle incluant : le Ministère de la Santé à travers la direction générale de la population ; la Fondation MTN, partenaire technologique, qui apporte la connectivité et les solutions numériques ; la sécurité civile pour le transport des femmes présentant des complications obstétricales et bien sûr, les équipes médicales, les sages-femmes et les médecins qui assureront la mise en œuvre sur le terrain.

L'OMS assurera le suivi évaluation et travaillera à mobiliser d'autres partenaires, afin d'implanter ce modèle dans les autres villes restantes du Congo.



MANAGER
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°551 du 18 au 25 mai 2026

Abibe Ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Ministère de l'économie, du plan, de la statistique et de la prospective : Le ministre Ludovic NGATSE rassuré et à l'ouvrage pour les assemblées annuelles de la BAD !

La République du Congo accueillera à Brazzaville, du 25 au 29 mai 2026, les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Un rendez-vous capital de la finance mondiale que les autorités congolaises entendent transformer en une véritable vitrine économique pour le pays.

Le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, avait échangé, à ce sujet, très tôt depuis le début d'année à Brazzaville, avec les opérateurs économiques et les organisations patronales congolaises afin de les mobiliser autour des enjeux de cet événement international. Président du Conseil des gouverneurs de la BAD et gouverneur de la BAD pour la République du Congo, Ludovic Ngatsé avait souligné l'honneur fait à la République du Congo de recevoir, pour la deuxième fois de son histoire, ces assises de haut niveau. Elles réuniront des éminentes personnalités du monde de l'économie et de la finance autour des questions de développement. Selon le ministre, la tenue des Assemblées annuelles est une opportunité historique pour la République du Congo. Elle intervient à un moment particulièrement stratégique pour le pays. Elle coïncide avec une nouvelle séquence politique marquée par le plébiscite du président de la République Denis SASSOU NGUESSO avec sa brillante élection en mars dernier, l'élaboration d'un nouveau Plan national de développement (PND) et la mise en place d'une vision de développement à l'horizon 30. " Ces assemblées constituent un moment crucial de la finance mondiale, où se retrouvent en un seul lieu le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, ainsi que l'ensemble des grandes banques multilatérales de développement ", avait rappelé Ludovic Ngatsé. D'où, la nécessité d'un dialogue direct avec le secteur privé national afin de lui présenter les opportunités économiques et financières liées à cet événement, mais aussi de l'encourager à y participer activement. Le ministre avait également indiqué que près de 4 000 participants sont attendus à Brazzaville, dont environ 1 000 invités officiels de la BAD et de



Le ministre Ludovic NGATSE

la République du Congo. Cette affluence représente un défi logistique important, notamment en matière d'hébergement, de restauration et d'événementiel, autant de domaines dans lesquels le secteur privé est appelé à jouer un rôle déterminant. D'après le ministre Ngatsé, des avis de passation de marchés avaient déjà été publiés. Ils détaillent les prestations attendues sur le pavage de la ville, les soirées culturelles, les soirées de gala et les travaux divers. Le marché global d'organisation, confié à la société ATIAS pour un montant d'environ 9 millions d'euros, prévoit l'obligation de recourir à des entreprises locales pour plusieurs prestations. Cet engagement ouvrirait ainsi la voie à des opportunités de sous-traitance pour les opérateurs congolais. Ludovic Ngatsé avait ainsi évoqué les perspectives offertes aux institutions financières nationales. " La présence simultanée de tous les grands bailleurs de fonds constitue une occasion unique de participer à des financements structurés, aussi bien pour des projets situés au Congo que dans d'autres pays africains ", avait-t-il déclaré. Le Président du Conseil des gouverneurs de la BAD et gouverneur de la BAD pour la République du Congo a confirmé que l'ensemble du gouvernement, à travers les 16

commissions interministérielles, est mobilisé pour faire de ces Assemblées annuelles, un succès. De son côté, le président de la Chambre de commerce de Brazzaville, Paul Obambi, a salué, au nom du secteur privé, cette initiative de dialogue, qu'il a qualifiée d'inhabituelle mais nécessaire. " Ce n'est pas dans nos habitudes, avant de tels événements, de nous retrouver avec le gouvernement ", a-t-il reconnu. Il a également plaidé pour une approche concertée, afin de structurer le règlement de certaines dettes et de donner la priorité aux secteurs directement engagés dans l'organisation des Assemblées annuelles. Paul Obambi a rassuré que la Chambre de commerce, appuyée par l'ensemble des syndicats patronaux, est prête à accompagner le gouvernement

pour garantir un accueil de qualité aux hôtes internationaux. L'ambition du gouvernement congolais pour cet événement est de transformer Brazzaville, du 25 au 29 mai 2026, en un véritable carrefour de l'investissement en Afrique.

Les dispositions déjà prises par le Gouvernement congolais

Dans cette perspective, en séjour de travail dans la capitale ivoirienne Abidjan, le ministre Ludovic NGATSE a présenté, le 15 mai 2026, devant le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement, l'état d'avancement de l'organisation des Assemblées annuelles de la BAD, prévues du 25 au 29 mai 2026 à Brazzaville.

Cette présentation a permis de mettre en lumière les dispositions déjà prises par le Gouvernement congolais afin d'assurer le bon déroulement de ce rendez-vous continental, notamment en matière d'infrastructures, d'accueil, de logistique, de sécurité et de coordination technique.

À quelques jours de l'ouverture officielle, toutes les équipes restent pleinement mobilisées pour offrir aux délégations africaines et internationales des Assemblées annuelles à la hauteur du prestige du Groupe de la Banque africaine de développement et de l'hospitalité légendaire de la République du Congo.

À travers cet événement d'envergure continentale, Brazzaville réaffirmera son statut de grande capitale africaine engagée pour le dialogue, la coopération régionale et l'intégration du continent.

L'Afrique doit se prendre en charge et changer sa propre architecture financière. Les 61^{ème} assemblées générales annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) couplées à la 52^{ème} assemblée du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement (FAD), du 25 au 29 mai au centre des conférences internationales de Kintélé lanceront des grandes initiatives dans cette optique. " Les préparatifs avancent très bien ", rassure Ludovic Ngatsé.

Le ministre de l'économie, du plan, de la statistique et de la prospective, président du Conseil des gouverneurs a présenté l'une des meilleures assemblées jamais organisées. La République du Congo, pays hôte offre toutes conditions pour la réussite de ces assises inaugurant le mandat du nouveau président Sidi Ould Tah et ouvrant " l'accélération de la marche vers le développement " de la République du Congo que promet Densi Sassou-N'Gouesso à peine réélu président de la République du Congo.

Les premières assemblées générales annuelles de la BAD, sous son nouveau président le docteur Sidi Ould Tah visent à promouvoir une meilleure mobilisation de ressources pour accélérer le développement de l'Afrique. S'y greffe celui du Congo : bâtir des infrastructures de transport et d'énergie résilientes et durables, pour promouvoir l'intégration africaine. On est là en complémentarité, on doit avoir plus de moyens et mieux financer notre développement. Les assemblées annuelles traitent des questions qui, sur le plan



Ministère de l'économie, du plan, de la statistique et de la prospective : Le ministre Ludovic.

(Suite de la page 5)

statutaire, relèvent des assemblées : arrêt des comptes, changement des statuts, changement de stratégie de la banque, les grandes politiques qui doivent être approuvées par les États qui sont les actionnaires. Le Fonds de développement en faveur des pays les moins avancés de l'Afrique est essentiellement constitué de dons qui jouent l'effet multiplicateur parce qu'il vient en appui des crédits qu'on peut accorder à ces pays. Et le Congo, pour la première fois sera contributeur, pour un million de dollars.

Avant d'être une organisation financière internationale, la BAD est une société qui a, à sa tête les assemblées, qui approuvent la gestion du conseil d'administration. Ces assemblées relèvent du fonctionnement normal réalisé par la direction générale ; du contrôle régulier fait par le conseil d'administration ; de l'approbation de la gestion, des stratégies et des modifications structurelles.

Les préparatifs avancent très bien. On y est depuis quasiment neuf mois. On a tenu trois missions préparatoires sanctionnées par des mémorandums, des constats positifs du respect par le Congo de ses engagements. On est quasiment à près de 90%...

Comme l'a indiqué le ministre Ludovic NGATSE C'est colossal. C'est une grande vitrine pour notre pays que nous allons présenter aux investisseurs tant ces assemblées concernent tous les grands financiers du monde qui financent le développement. En venant au Congo, ils offrent l'opportunité de présenter notre situation économique, nos projets, notre stratégie de développement et, de les inviter à nous accompagner dans la réalisation de nos grands projets... Si on a un partenaire pour réaliser le pont route-rail sur le fleuve Congo, des investisseurs pour le chemin de fer, les mines, l'agriculture, les projets environnementaux et touristiques ou l'industrie, c'est multiplicateur pour l'amélioration de la situation globale du pays, surtout de la jeunesse... Nous n'avons pas une situation aussi catastrophique qu'on peut l'imaginer. On a un taux de croissance de 4,4% en fin 2025



selon le Comité national économique et financier. Sur les dix dernières années, c'est le taux de croissance le plus important. Donc notre situation économique... de base est bonne.

Le Congo a tout à gagner pour accueillir ses assemblées. C'est le moyen de démontrer que tout ce qui a été fait ces vingt dernières années a sorti le pays de la case orange... Nous avons des infrastructures incroyables, parmi les meilleures en Afrique centrale. Nous avons une jeunesse dynamique. Nous avons un pays en paix, stable. Nous respectons les échéances conformément à la Constitution. Nous sommes un pays qui peut accueillir tous ces gens sans crainte. Un pays rassurant à la tête du cœur. Un panafricaniste, un homme digne de confiance qu'est le président de la République.

Le portefeuille de la BAD, ces dernières années, ne s'est pas très bien développé. Mais on a fait des choses formidables avec la BAD : financé Ketta-Djoum-Sangmélina, la fibre optique, le data center... En fait, on en est là parce que le Congo qui n'a pas fait sa part au travail... Mais il y a une donnée nouvelle, c'est qu'il y a un nouveau management au niveau de la BAD. Dès son élection, le nouveau président a relancé tous les projets... Nous sommes en train de travailler sur des études de 4 barrages sur l'aval du fleuve Congo. Donc la coopération avec la BAD atteint une autre dimension. Je ne parle pas des autres projets tels que le pont route-rail... On a finalement terminé les discussions avec la RDC, en signant le protocole d'accord sur le régime fiscal-douanier. Ce qui nous permet de

relancer les appels d'offres stoppés parce que les opérateurs se posaient des questions sur le plan fiscal-douanier. Et donc on a réglé ce problème. Dans les 6 mois, on doit pouvoir boucler les appels d'offres sur ce très grand projet, évalué entre 800 millions et un milliard de dollars...

" La politique que nous menons avec ces partenaires a changé. Nous demandons des financements pour d'abord financer les quotes-parts dans les projets retenus sans que cela oblige nécessairement le Congo à avancer de l'argent à titre personnel sur ses comptes. Il peut y avoir des cofinancements, mais avec d'autres partenaires. C'est ça qui sera mis en place. Et pour l'essentiel, on va surtout travailler sur des projets qui vont attirer les partenaires privés... On doit mettre en place des réformes de transformation structurelle de notre économie qui visent à mobiliser plus de ressources intérieures, à mieux participer à ces opérations de financement. Quand vous lisez le programme du président de la République, il parle de mobiliser 5 000 milliards. Ce n'est pas que de la dette. Nous-mêmes, on digitalise, on mobilise mieux nos impôts. Par ailleurs, pour le pétrole, on travaille mieux sur les contrats pour que la part de l'État soit mieux mobilisée et permette de financer tous ces projets. Et regarder aussi ces conventions d'établissement élastiques. Il y a aussi toutes ces réformes liées à l'environnement économique, notamment les conventions d'établissement. Il y a un projet de loi qui est quasiment à la porte du Conseil de Cabinet. Il est déjà prêt. On a travaillé avec la Banque

mondiale et le secteur privé pour mettre en place ce nouveau cadre de gestion du financement de l'investissement. Qui est un cadre qui reste attractif mais exigeant. Parce qu'on a constaté qu'il y avait beaucoup d'abus et de détournements de l'objet même des conventions qui devenaient des espèces de portes ouvertes pour financer. Et ça, la nouvelle réglementation va mettre fin à ça parce que non seulement c'est restrictif mais aussi on met de nouvelles conditions pour contrôler.

Les temps sont marqués par cette fragmentation, le repli sur soi de grands pays qui ont drastiquement réduit les financements qu'ils apportent à l'Afrique. Et donc, l'Afrique doit se prendre en charge. Elle doit utiliser ses propres ressources pour aller vers l'international, pour compléter. On n'a pas donné assez de priorité à ce qu'on peut faire nous-mêmes. Et le nouveau business model de la BAD vise à mettre en place une nouvelle architecture financière pour l'Afrique, qui va mieux mobiliser les bases africaines. Et sur les besoins, en termes d'infrastructures de l'Afrique, qui sont évalués à plus de 100 milliards de dollars par an, il est parfaitement possible qu'on arrive aux trois quarts avec nos propres ressources si on arrive à les mettre en place. C'est une question de gestion, de stratégie, d'implication et de mobilisation de nos propres ressources. Bien sûr que des pays comme le Congo, on n'a pas besoin de ça pour faire mieux. Vous savez, notre zone, l'Afrique centrale, a mis en place depuis aujourd'hui huit ans le marché financier régional, qui permet aux économies de mieux se financer, même si très rapidement, on constate qu'il n'est pas très profond. On peut encore faire mieux, parce qu'aujourd'hui, moins de 20 % des Africains ont un compte bancaire. Ce qui veut dire qu'on manipule beaucoup de cash, beaucoup de trésorerie reste dans les sacs à la maison, alors que si cet argent était en banque, il contribuerait mieux à l'économie. Il est question de travailler sur notre modèle

économique pour permettre une meilleure mobilisation de ce que nous avons pour financer notre développement ".

Notons qu'au niveau mondial, il n'y a aucune volonté d'accompagner l'Afrique en quoi que ce soit. C'est pour ce constat fait à l'entrée en fonction du président Sidi Ould Tah qui pense que l'Afrique doit changer sa propre architecture financière. Si le monde constate que l'Afrique bouge et qu'il veut bouger avec l'Afrique, tant mieux. Mais avec notre propre architecture financière, on pourrait largement faire mieux. C'est vrai qu'il y a des risques. Nos pays connaissent les difficultés, mais, l'Afrique offre quand même une meilleure rentabilité d'investissement que le reste du monde. " Si nous gérons mieux nos économies, si nous offrons plus de possibilités pour un placement meilleur des flux au niveau mondial, nous allons attirer tous ces investissements et ça va se refléter dans le rythme de développement de l'Afrique. Et si on booste l'intégration africaine, justement, ça va accompagner... C'est un des objectifs. La BAD est d'abord une banque de financement des infrastructures. Lors des assemblées, il sera lancé de grandes initiatives. La BAD va laisser les petits projets aux banques de développement régionales. Elle va se consacrer aux projets transformateurs de l'Afrique... Si on arrive à 400 milliards de FCFA, ce sera déjà beaucoup, parce que juste pour les infrastructures environ 100 milliards nous manquent. Visons autour de 400 milliards. Avec 400 milliards, c'est 20 fois plus que toutes les aides que nous apportent les banques multilatérales avec lesquelles nous sommes en train de travailler ", a renchérit le ministre Ludovic NGATSE dans une interview accordée aux médias. Enfin, Brazzaville encore au cœur de grands enjeux d'investissements pour le développement de l'Afrique. Un rendez-vous historique pour la postérité.

MANAGER

N°551 du 18 au 25 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

Abibe ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

La SNPC avec le Dg Maixent Raoul OMINGA parmi les 100 meilleures entreprises africaines en 2026 : SNPC, les frondeurs ne prêchent que pour la désillusion et les déboires.

Il a plu à notre rédaction comme de coutume de revenir sur les fonts baptismaux d'un record au classement des meilleures entreprises africaines. C'est un véritable exploit pour un dur labeur assurément concentré dans Performance 2025, le programme au chevet du directeur général de la SNPC, Maixent Raoul OMINGA. Certes ce grand manager a mis presque tout le monde d'accord mais les frondeurs ne prêchent que pour la désillusion et les déboires.

Sans détours, ni complaisance, le Groupe SNPC a intégré les 100 premières entreprises listées dans le Top 500 du classement annuel de Jeune Afrique, confirmant ainsi son rôle clé dans le paysage économique du continent. Cette distinction souligne non seulement l'importance stratégique du Groupe, mais aussi son influence croissante dans le secteur énergétique africain.

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) a marqué l'histoire économique du pays en intégrant pour la première fois le Top 100 des plus grandes entreprises africaines. Classée parmi les 500 champions africains selon le palmarès annuel de Jeune Afrique, la compagnie s'est hissée à la place du secteur énergétique en Afrique. Ce statut de géant économique se confirme par plusieurs indicateurs clés.

La SNPC a fait une progression remarquable de 31 places, devenant ainsi l'entreprise de la République du Congo.

Le Groupe SNPC :

L'entreprise chapeaute plusieurs filiales stratégiques, dont ILOGS, SONAREP, SNPC TRADING et La Congolaise de Raffinage (CORAF), cette dernière étant classée du Top 500.

Impact économique :

Ce positionnement reflète son rôle moteur dans la chaîne de valeur pétrolière, de l'exploration à la commercialisation, consolidant ainsi l'indépendance et la souveraineté énergétique du



le Dg Maixent Raoul OMINGA

pays. Pour consulter les détails du classement, explorez le dossier complet des 500 Champions africains sur Jeune Afrique ou visitez directement le site officiel du Groupe SNPC pour suivre leurs actualités et projets. Pour la première fois, le Groupe SNPC figure parmi les 100 premières entreprises du Top 500 de Jeune Afrique, marquant une reconnaissance majeure de son influence dans l'économie africaine. En tant que 17^e entreprise énergétique continentale, elle représente la République du Congo sur cette scène régionale, témoignant de sa croissance stratégique et de son rôle central dans la chaîne pétrolière. Cette inclusion souligne non seulement son ancrage local, mais aussi sa

capacité à jouer un rôle moteur dans le développement énergétique durable en Afrique. Aux côtés de sa filiale, la Congolaise de Raffinage (CORAF), classée 437^e, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) se positionne comme la première entreprise de la République du Congo. Sous le management de son directeur général, Maixent Raoul OMINGA, le Groupe SNPC a effectué une progression impressionnante de 31 places dans le classement total en seulement un an. Cette ascension témoigne de la compétitivité et de la résilience de l'entreprise dans un secteur en constante évolution.

Plusieurs défis structurels, économiques et stratégiques

Le chemin parcouru par le Groupe SNPC reflète non seulement sa capacité à s'adapter aux défis économiques mondiaux, mais aussi son engagement envers le développement économique et énergétique du continent africain. Pour maintenir sa position dans le Top 500 de Jeune Afrique, la SNPC (Société Nationale des Pétroles du Congo), doit relever plusieurs défis structurels, économiques et stratégiques, typiques des compagnies nationales pétrolières (CNP) en Afrique subsaharienne. Bien que le classement ne publie pas publiquement ses méthodologies détaillées, il repose généralement sur des indicateurs tels que le chiffre d'affaires, les actifs, la rentabilité, l'impact socio-économique, la gouvernance, la transition énergétique et la résilience face aux chocs externes.

Les enjeux actuels de la direction générale de la SNPC sont ceux de diversifier les revenus (gaz naturel, services techniques, logistique, énergies renouvelables), moderniser les infrastructures vieillissantes et accélérer l'exploration de nouveaux gisements (notamment offshore profond).

Aussi, la République du Congo a-t-elle ratifié l'accord de Paris et soumis une Contribution Déterminée au niveau National (CDN), incluant une stratégie de gaz naturel comme "pont énergétique", mais aussi des engagements sur la réduction des

émissions fugitives et le développement de l'hydroélectricité et du solaire. Dans cette perspective, le Congo s'emploie à réorienter progressivement les investissements vers le gaz (LNG, GNL, gaz associé), réduire le torchage, développer des projets de capture/utilisation du CO₂, et construire une stratégie crédible de décarbonation à long terme - sans compromettre la stabilité des recettes publiques.

Cette reconnaissance engage le Groupe SNPC à aller encore plus loin pour renforcer l'indépendance énergétique du Congo. En tant que 12^e entreprise du secteur énergétique en Afrique, la SNPC joue un rôle crucial dans la dynamique régionale. L'entreprise s'efforce de continuer à innover et à développer des solutions durables pour porter l'énergie de l'avenir.

Pour votre gouverne, il n'est point un secret de polichinelle, le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a accompagné le candidat Denis Sassou N'Guesso dans les quinze départements de la République du Congo au cours de la campagne électorale. Quel regard porte-t-il à cette séquence politique ? Extraits de son interview accordée à un magazine publié début mai.

Pour Maixent Raoul Ominga, la première chose qu'il a voulu exprimer, c'est un sentiment de satisfaction au regard du plébiscite dont a bénéficié le candidat Denis Sassou N'Guesso à l'issue de ce scrutin.

Pour lui, au-delà du résultat, cette campagne électorale aura été un moment important de la mobilisation nationale. " Nous avons pu constater, dans l'ensemble des départements parcourus, une forte implication de la population, avec notamment une participation remarquable de la jeunesse et des femmes ", a-t-il expliqué.

Du Sud au Nord du pays, il a observé une mobilisation populaire significative et une véritable ferveur autour du candidat. " Cette dynamique s'est manifestée aussi bien lors des grands rassemblements que dans les différentes localités



MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°551 du 18 au 25 mai 2026

(Suite à la page 8)

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

La SNPC avec le Dg Maixent Raoul OMINGA parmi les 100 meilleures entreprises africaines.....

(Suite de la page 7)

visitées, comme ont pu en témoigner les équipes nationales et départementales de campagne ", a-t-il constaté.

Il a dégagé trois principaux messages, à savoir la préservation de la paix, de l'unité nationale, de la sécurité et de la stabilité ; le besoin de poursuite et de renforcement des infrastructures de développement ; les attentes fortes de la jeunesse.

Des aspirations exprimées constituant autant de repères importants pour l'action publique au cours de la mandature 2026-2031.

En ce qui concerne la demande spécifique concernant la construction des infrastructures scolaires modernes à l'image de celles réalisées à Talangaï ou Louvakou, le directeur général de la SNPC a rappelé que cette société est une entreprise publique détenue à 100 % par l'État. A ce titre, elle demeure pleinement engagée au service de son actionnaire unique, l'État congolais, et attentive aux orientations ainsi qu'aux priorités définies par les pouvoirs publics. " Dans ce cadre de sa politique de responsabilité sociétale, la SNPC accorde une attention particulière aux secteurs structurants du développement national, au premier rang desquels figure l'éducation ", a-t-il relevé.

Maixent Raoul Ominga a précisé que cette priorité correspond à la vision portée par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour qui l'éducation constitue un pilier essentiel de souveraineté, de cohésion sociale et de développement durable. En 2026, la SNPC concentre ses activités sur l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) et le développement de projets sociétaux majeurs. Ses initiatives couvrent aussi bien l'exploitation énergétique que l'action humanitaire et agricole.

Au niveau du Projet Congo LNG : La SNPC participe activement à la phase de chargement des premières cargaisons de GNL via l'unité Nguya FLNG à Pointe-Noire, marquant un tournant historique pour l'exportation gazière congolaise. Accès à l'eau potable à Impfondo : Via sa Fondation, la SNPC déploie un chantier de construction de 33 forages dans le département de la Likouala pour améliorer l'accès à l'eau des populations locales. D'autre part, la société soutient le développement rural en participant activement à la Grande Foire Agricole du Congo (GFAC)



à Bambou (Ignié). Développement du capital humain : La SNPC poursuit son programme de bourses internationales en envoyant de nouveaux étudiants bacheliers se former aux métiers du pétrole et de l'ingénierie énergétique à Bakou (Azerbaïdjan). Partenariats stratégiques : La compagnie nationale consolide son expertise et ses relations à l'international, notamment à travers des accords de coopération économique signés avec la Namibie.

S'agissant des projets, avec 60% de participation dans le permis d'exploitation Mengo Kundji Bindi II, la SNPC est le partenaire majoritaire de ce permis. Les ressources sont estimées à 2,5 milliards de barils de pétrole avec des réserves de 300 millions de barils. Le développement de ce permis avait été assuré jusqu'en décembre 2021 par la SNPC qui y a foré un total de 13 puits, acquis, traité et interprété 200 kilomètres carrés de sismiques 3D dans les champs de Mengo et de Kundji, construit 6 plateformes et des installations de production. La production du permis varie entre 1500 et 2000 barils de pétrole par jour.

Suite au décret 2021-539 du 14 décembre 2021, l'operating du permis avait été attribué à la société Trident OGX. Depuis la publication de ce décret et jusqu'à la date d'élaboration du présent document, la SNPC n'avait pas encore reçu de programme de travaux de cette société.

Dans l'intervalle de cette attente, la SNPC continue d'assurer l'exploitation du permis et finalise par ailleurs la mise en place des conditions nécessaires pour faciliter le développement du permis dans les meilleurs délais afin de tirer profit du niveau actuel des prix sur les marchés internationaux.

Projet de reforestation " Eco Zamba "

Le projet de reforestation " Eco Zamba ", porté par la Société Nationale des Pétroles du Congo

(SNPC), était présenté à la 1ère édition de la Grande Foire Agricole du Congo (GFAC). Ce programme ambitieux vise à planter 50 000 hectares sur 10 ans dans le département des Plateaux pour la séquestration du carbone et la régénération des sols. À ce jour, plus de 4 000 hectares d'acacias et d'eucalyptus ont déjà été plantés. En s'engageant dans l'économie verte, la SNPC affirme sa responsabilité sociétale face aux émissions de gaz à effet de serre liées à l'industrie pétrolière, tout en répondant aux objectifs nationaux de diversification économique.

Renforcement des soins de santé primaires au Congo

Par ailleurs, au lendemain de l'épidémie de choléra qui avait mis en évidence l'importance de garantir l'accès aux soins dans les localités vulnérables et de renforcer la résilience du système de santé du Congo, la Fondation SNPC et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en République du Congo avaient signé, le 13 février 2026, un accord de partenariat pour la mise en œuvre du projet intitulé " Renforcement des soins de santé primaires au

Congo : réduction de la morbidité et de la mortalité dans les groupes vulnérables en vue de la couverture sanitaire universelle ". Abordant le volet du partenariat, le Directeur général de la SNPC, M. Maixent Raoul Ominga, et le Représentant résident de l'OMS au Congo, Dr Vincent Dossou Sodjinou, avaient paraphé cet accord de partenariat de trois ans (2026-2028) lors d'une cérémonie tenue au siège de la Fondation SNPC à Brazzaville.

Ce partenariat s'inscrit dans un contexte où l'amélioration de l'accès aux services de santé primaires demeure une priorité nationale pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, réduire les inégalités sanitaires et consolider la résilience du système de santé face aux menaces épidémiques et aux chocs sanitaires. S'appuyant sur le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), le projet vise à renforcer les capacités des services de santé de première ligne, améliorer la disponibilité et la qualité des soins essentiels, et soutenir les activités de prévention, de surveillance et de préparation et réponse aux urgences sanitaires.

Quant à la Fondation SNPC, elle apporte une contribution pluriannuelle de six milliards de francs CFA (XAF 6 000 000 000), destinée à financer des activités prioritaires définies dans le projet et alignées sur le PNDS. Ce financement soutiendra le renforcement des capacités des structures de santé de première ligne, l'amélioration des infrastructures et des équipements, la formation du personnel de santé, l'approvisionnement en intrants essentiels ainsi que la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation axés sur les résultats.

L'OMS assurera la mise en œuvre technique et la gestion financière du projet conformément à ses règles et procédures, en garantissant la transparence et la reddition de comptes. Un comité de suivi conjoint, composé de représentants de l'OMS, de la Fondation SNPC et du ministère de la Santé et de la Population, sera mis en place pour suivre le pilotage du projet. Des revues à mi-parcours et finale permettront d'évaluer les progrès et d'optimiser l'impact des interventions.

" Ce partenariat permettra de renforcer la base de la pyramide sanitaire nationale et de garantir l'accès aux soins de santé primaires jusqu'au dernier kilomètre dans les localités vulnérables. " Je remercie la Fondation SNPC pour la confiance placée en l'OMS et je m'engage à mettre en œuvre ce projet avec rigueur, transparence et une gestion axée sur des résultats tangibles, conformément aux principes de redevabilité et d'éthique de l'OMS ", avait déclaré le Dr Vincent Dossou Sodjinou.

" Par cet investissement, la SNPC réaffirme son soutien durable au développement sanitaire national. Nous sommes fiers d'accompagner des actions concrètes qui amélioreront la vie de nos concitoyens ", avait ajouté M. Maixent Raoul Ominga, Directeur Général de la SNPC.

Abibe Ayoka



OPÉRATEUR DE RAFFINERIE

Les métiers clés du Groupe SNPC

MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°551 du 18 au 25 mai 2026

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Portrait : Hobain Mongo, au-delà des trajectoires tracées, le destin hors norme de la première DG de Télé Congo

Certains événements sont si marquants qu'ils restent à jamais gravés dans notre mémoire collective et dans l'histoire de la République du Congo. Parmi eux, la nomination de Mme Bienvenue Gertrude Hobain Mongo en tant que première femme à la tête de la Télévision Nationale Congolaise demeure sans doute l'un des moments les plus importants.

Depuis le 6 octobre 2023, Mme Bienvenue Gertrude Hobain Mongo occupe le poste de conseillère en communication auprès du président de la Haute Autorité de lutte contre la corruption. Née à Dolisie, dans le département du Niari, elle demeure l'une des pionnières de l'audiovisuel public congolais.

Comptable de formation, journaliste de métier, écrivaine et mère de quatre enfants, elle demeure à ce jour la seule femme à avoir occupé la fonction de Directrice Générale de la Télévision Nationale Congolaise, depuis la création de l'institution, le 28 novembre 1962. Pendant plus de vingt ans, cette femme d'une cinquantaine d'années s'est imposée comme une figure influente dans les sphères administrative, politique et sociale de son pays. Après avoir obtenu son baccalauréat série D en 1990, Bienvenue Gertrude Hobain Mongo a très tôt découvert le monde du travail.

En 1992, elle a commencé à aiguïser ses compétences administratives en tant qu'agent de liaison (réceptionniste) chez TRANSLO-CONGO, une société dirigée par M. Paul Obambi. Elle exerçait à temps partiel tout en poursuivant une licence en gestion d'entreprise au C.U.F.C.A.E (actuel SGEAE).

Pour des raisons familiales, elle interrompit ses études et enchaîna des contrats à durée déterminée dans le secteur privé. En août 1994, elle lança sa première activité commerciale en ouvrant une boutique de mode nommée "Winners" (Les Vainqueurs). Pendant deux ans, elle parcourut le monde, découvrant plusieurs pays africains, européens et américains, avec pour



Hobain Mongo

seul objectif la satisfaction d'une clientèle grandissante.

En 1999, Bienvenue s'envola pour Montréal, au Canada, pour poursuivre ses études à l'Institut de Brossard, où elle obtint en 2000 une Attestation d'Études Collégiales (A.E.C) en commerce international. L'année suivante, elle s'inscrivit au Collège supérieur de Montréal (CSM) et décrocha un Diplôme Professionnel (DEP) en comptabilité. À la fin de cette année-là, elle rentra au Congo avec un projet concret : la création de "Les Établissements Winners", qui donna naissance à d'autres unités commerciales telles que ELLEM Boutique, Winners Food, Win's Fashion, HM Business Center ou encore Win' Resto.

Recrutée dans la fonction publique en 2002, elle fut mise à disposition du Ministère de la Communication, affectée à la Direction d'équipements et de la planification. En avril 2005, elle passa à la Direction de l'information de la Télévision Nationale Congolaise. En mai 2006, elle devint chef de division information au Ministère des Affaires Étrangères et de la Francophonie. La même année, elle obtint une licence en gestion financière, option comptabilité, à l'Institut Supérieur de Gestion (UMNG).

En juillet 2007, Bienvenue fut nommée Directrice des Affaires Administratives et Financières de la Télévision nationale. En janvier 2008, tout en conservant cette fonction, elle

fut promue Directrice Générale par intérim, poste qu'elle occupa jusqu'en décembre 2009.

En juin 2012, elle fut nommée par décret présidentiel au Conseil Supérieur de la Liberté de Communication (CSLC), représentant la Présidence de la République. Elle fut ensuite élue Secrétaire-Comptable et rapporteur de cette instance, poste qu'elle occupa jusqu'en septembre 2016. Ce jour-là, une étape décisive de sa vie se transforma en une véritable histoire. La nomination de Bienvenue Gertrude Hobain Mongo à la tête de la Télévision Nationale Congolaise ne fut pas un simple changement officiel. Elle fut une rupture dans une longue tradition institutionnelle, une avancée symbolique majeure : la première femme à occuper ce poste.

Ce changement ne s'est pas fait dans l'éclat d'un coup de théâtre, mais dans la sobriété d'une décision administrative. Pourtant, derrière cette simplicité apparente se cache une portée exceptionnelle. Elle représentait une véritable révolution, fruit de la volonté et du courage politique d'un visionnaire, le ministre de la Communication de l'époque, Alain Akouala Atipault, qui avait brisé le plafond de verre qui pesait depuis près d'un demi-siècle sur la carrière des femmes dans cette institution. L'héritage de Bienvenue Gertrude Hobain Mongo ne se limite pas à cette symbolique. Son passage à la direction a été marqué par des actions concrètes et innovantes : amélioration des conditions de travail, formations pour accompagner la transition numérique, renforcement des capacités des journalistes et opérateurs, acquisition

d'équipements modernes, augmentation des moyens de transport, émancipation des opératrices de vue (OPV) féminines, signature de partenariats avec Deutsche Welle et Euro News, révision des contrats avec les opérateurs de téléphonie mobile, ou encore installation de Télé-Congo dans le bouquet de Canal+.

En mars 2015, lors de la Journée internationale des droits de la femme, Bienvenue, alors Secrétaire-Comptable du Conseil supérieur de la liberté de communication, fit une donation de matériels techniques, de fournitures et de motos aux médias publics et privés, contribuant ainsi à renforcer le secteur.

En 2018, elle obtint un Master I en comptabilité, audit, finance et management à l'Institut de Formation Comptable Européen (IFCE) à Strasbourg, en France. De retour au Congo en 2019, elle développa ses entreprises en créant "HMB Corporation", une société à responsabilité limitée unipersonnelle regroupant plusieurs secteurs : voyages, immobilier, communication, informatique, restauration, habillement.

Candidate indépendante aux élections législatives de juillet 2022 dans le district de Banda, dans le Niari, elle fut désinvestie par le Parti congolais du Travail au profit de Yacine Koumba, fille de l'ancien Président de l'Assemblée nationale, feu Justin Koumba.

Portée par un parcours atypique, Bienvenue Gertrude Hobain Mongo a toujours tracé sa route grâce à sa seule force de conviction et sa ténacité.

Abibe Ayoka

Football : Éliminatoire de la CAN 2027, quels seront les adversaires des Diables rouges ?

Dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations de football qui se jouera au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, du 19 juin au 17 juillet 2027. C'est selon un calendrier dévoilé par la CAF que le onze national congolais sera fixé ultérieurement.

La campagne des qualifications à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2027) qui va se jouer simultanément au Kenya, Tanzanie et Ouganda commencera le 21 septembre 2026 pour prendre fin le 30 mars 2027. Les deux premières journées vont se dérouler entre le 21 septembre et le 6 octobre prochain. Les 3e et 4e journées quant à elles, auront lieu du 9 au 17 novembre 2026, alors que les 2 dernières journées se disputeront du 22 au 30 mars 2027. Le tirage au sort permettra de faire la répartition des quarante-huit (48) équipes en compétition, en 12 groupes de 4 sélections nationales. Ainsi donc, les deux premiers de chaque pool auront accès à la phase finale. A cet effet, une disposition particulière est prévue pour les groupes comprenant l'un des pays hôtes, c'est-à-dire, l'un des



pays organisateurs. Il faut signaler que les Diables rouges football du Congo n'ont plus accédé à une phase finale de la CAN depuis 2015, année au cours de laquelle notre

équipe nationale avait atteint les 1/4 de finale en Guinée Equatoriale. Ce qui sous-entend que, les Diables rouges vont assurément aborder cette campagne éliminatoire dans

des conditions exceptionnelles très particulières à cause de la crise sans précédent vécue par la Fédération Congolaise de Football (Fécofoot). Fédération amputée de son staff dirigeant, le Bureau exécutif. Eu égard à cette situation rocambolesque qui perdure ce, malgré les interpellations des instances dirigeantes du football mondial, la FIFA, on note toujours de nos jours que, sur le plan national, le championnat ne se joue toujours pas et cela, depuis deux ans, suite à la fermeture des stades par le Ministère de tutelle, celui des Sports. Cet état de choses constitue un véritable handicap pour les nationaux, les joueurs locaux. Ainsi, pour pallier à cette situation de fait, les spécialistes du football devrait bâtir l'ossature

d'une éventuelle équipe digne de ce nom, en s'appuyant sur les joueurs de la diaspora, ceux qui évoluent à l'extérieur du pays, étant donné qu'ils sont régulièrement dans la pratique de leur jeu au quotidien. Outre cette difficulté avec des joueurs qui n'ont pas régulièrement la mise en jambe permanente, l'équipe nationale du Congo n'a pas encore un sélectionneur attiré. Le Ministère des Sports et ses techniciens devraient vite agir afin de trouver des solutions idoines pour régulariser la situation, une inconnue qui risquera de peser sur les prestations et les résultats de notre équipe de football. Il y a plus de 10 ans déjà, que le Congo n'a plus participé à une compétition d'une Coupe d'Afrique des Nations.

Ya Bamok

MANAGER N°551 du 18 au 25 mai 2026
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Economie numérique : Les recettes du numérique, une manne qui attire des rivalités féroces

Le secteur numérique de la République du Congo, longtemps ignoré et mal géré par la Dgcp, relancé en 2009 par la création de l'Arpce, connaît une croissance rapide depuis 2022, générant des recettes publiques substantielles grâce aux outils comme le Hub numérique et la supervision du Mobile Money permettant ainsi la traçabilité des recettes des contribuables par le projet Timbre Électronique Fiscal (TEF).

Cette manne attire des rivalités féroces, au risque d'ignorer les défis structurels, juridiques et les contraintes d'infrastructures. Créée par la loi n°11-2009 du 25 novembre 2009, sous l'instigation des institutions financières internationales, l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce) est dirigée dès 2010 par l'ingénieur Yves Castanou qui rédige les textes qui la régissent sous Thierry Mougalla. Très vite, malgré la volonté de le détruire en essayant de l'obliger à loger les comptes de l'Arpce au trésor, il renfloue cependant les caisses de l'État à hauteur de milliards de fca annuels là où Obili et Moko faisaient moins de cinq milliards. En 2019, une loi du 30 octobre instaure l'ANSSI une instruction certe crédible mais sans infrastructure et sans budget fragmentant partiellement les compétences ainsi que les ressources de l'Arpce, tandis que Castanou est accusé de bloquer des rentes numériques au profit du Trésor. Plus tard, Louis Marc Sakala, intègre la chaîne données-traçabilité-fiscalité, boostant les recettes à plusieurs milliards FCFA annuels, via la mise en place du TEF, Mobile Money sous l'impulsion de COMEF du parlement etc., et innove le secteur sur plusieurs points par des constructions d'infrastructures 2 Data centers, la couverture en réseaux téléphonique de 240 nouvelles localités, la construction de plusieurs bâtiments administratifs moderne de l'Arpce (Pointe-Noire, Oyo, Dolisie et Ouesso) mais aussi l'apport d'un nouveau câble sous-marins 2Africa de Meta suscitant ainsi les réactions. Xxxxxxxx Rivalités, haine, jalousie, coups et rétrocommissions En 2022, la loi n°69-2022 du 16 août crée l'ADEN pour le développement de l'économie numérique, accélérant les appétits pour le contrôle des données. Le 29 mars 2025 est créée par la Loi n° 5-2025 du 29 mars 2025 la Commission Nationale pour la

Protection des Données Personnelles. Le 16 mars 2024, le limogeage de Sakala de l'église ICC, fragilise Sakala et Castanou avec des effets sur tout le secteur numérique, sur toute la nation et au-delà alimentant ainsi, scandales médiatiques et emprise. En avril 2025, Conrad Onesim Oboulhas Tsahat est nommé à l'ANSSI, tandis que deux dignitaires du pouvoir visent l'Arpce et ont déjà pistonné leur pion à l'Aden, l'ingénieur Héliodore Francis Alex Gouloubi qui est curieusement encore administrateur à l'Arpce; et un autre dignitaire convoite pratiquement toute la fibre optique ne laissant que moins de bras à Congo Télécom mais aussi recherche la paternité et la mise en place de l'ensemble des activités de digitalisation de la République du Congo. De l'autre côté, un autre dignitaire du pouvoir et Cie bloquent les grands projets pour ne pas voir émerger les jeunes. Ces luttes révèlent un conflit intergénérationnel tribalo-spirituel et des flux financiers. Les preuves : la candidature de Luc Missidimbazi portée par l'ex ministre Léon Juste lombo et Sakala pourtant l'une des mieux positionnées mais, hélas, placée dans les pupitres du ministère des affaires étrangères. Aujourd'hui Congo-Télécom semble être asphyxié, et fait face aux plaintes récurrentes des populations sur l'instabilité de son internet dépendant du câble sous-marin Wacs exploité par Congo Télécom confronté à d'importants besoins de financement pour son entretien. Heureusement que, les actions de l'Arpce qui s'est plié en 4 pour activer le câble 2Africa en activité depuis quelques jours selon nos sources (il est fonctionnel et utilisé par Mtn mais aussi par Airtel) améliore la redondance du réseau internet et devient même le fournisseur de l'internet de Congo Telecom indépendamment du câble Wacs tous en travaux. A suivre!

Papa Mapassa

Ministère des Hydrocarbures : Le ministre Simplicie Onanga face aux défis majeurs !

Nommé ministre des Hydrocarbures dans le gouvernement Makosso III, le nouveau venu Stève Simplicie Onanga a organisé le 15 mai dernier, une retrouvaille avec ses collaborateurs. Question de leur donner les orientations nécessaires, pour la bonne marche de leur maison commune, le Ministère. Il a décliné une feuille de route comme boussole de travail, qui s'articule sur sept (7) points, des défis majeurs à relever pendant la gouvernance, afin d'atteindre des résultats escomptés.



Dans son mot liminaire, le ministre en charge des Hydrocarbures a témoigné de sa gratitude au Président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Guesso, pour sa nomination à la tête de ce département ministériel.

" La première préoccupation du ministre est de réaliser la donnée statistique et d'en faire un outil de souveraineté. Cette donnée est un pouvoir parce que, pour mieux négocier les contrats, le Congo doit maîtriser ses données, ses services, ses coûts et ses projections ", a indiqué le ministre.

A cet effet, selon le ministre, son département ministériel se doit de renforcer la centralisation des données, la digitalisation des services et les capacités d'analyse statistique.

Par conséquent, en termes de défis, Stève Simplicie Onanga prend la résolution de faire du contenu local sa priorité nationale, occasion de réaliser qu'il ne soit plus considéré comme une obligation administrative secondaire. Favorisant de préférence une politique économique, industrielle et de souveraineté nationale. " Notre cap est clair et indiqué : faire du pétrole un moteur de développement

légal et réglementaire applicable au contenu local, au suivi rigoureux des engagements de contenu local.

Par rapport aux défis, il y a également le rétablissement de la discipline dans le suivi des projets ; le développement de la culture de performance ; la préparation de l'avenir énergétique à travers la valorisation du gaz, en faisant de lui, un moteur industriel, une source d'énergie fiable et un levier de transformation économique. Toutefois, le ministre des Hydrocarbures a expliqué à ses collaborateurs qu'il est un partisan de la rigueur, mais, il restera ouvert à tous. Lors de cette première rencontre, Stève Simplicie Onanga a été fier et s'est dit très confiant de la qualité des cadres au sein de son Ministère, lesquels lui apporteront aide, assistance et expertise, afin d'atteindre les objectifs attendus.

" Je crois en la capacité des cadres du Ministère des Hydrocarbures, puis, je connais les compétences qui



compétences, la formation des Congolais, ainsi que l'intégration des ingénieurs et techniciens congolais, dans toute la chaîne pétrolière ", a indiqué le ministre Onanga.

C'est ce qui a poussé le ministre à faire ce rappel, invitant les investisseurs à respecter le cadre

des vôtres, pour avoir travaillé avec vous, en tant que directeur général des Hydrocarbures. Ce Ministère dispose des ingénieurs dont les compétences ne sont plus à démontrer, des géologues expérimentés, d'économistes de qualité et des techniciens de grande carrure ", a-t-il conclu.

Saint-Gray

Kinshasa-Brazzaville : Le futur pont qui va transformer l'Afrique-centrale

Le projet de pont route-rail Kinshasa et Brazzaville franchit une nouvelle étape décisive. Reçu par le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, une délégation congolaise conduite par le vice premier ministre Jean-Jacques Bouya, a échangé autour des avancées de cette infrastructure stratégique appelée à rapprocher durablement les deux capitales les plus proches du monde.

Long de 1,575 km, ce pont route-rail représente bien plus qu'un simple ouvrage d'art. Il symbolise une nouvelle ère d'intégration économique entre la ville de Brazzaville et la ville de Kinshasa. Grâce à l'accord fiscal et douanier

discuté entre les deux parties, le projet devrait faciliter les échanges commerciaux, fluidifier le transport des marchandises et renforcer la circulation des personnes. À travers cette ambition commune, Kinshasa et Brazzaville veulent devenir un

puissant carrefour économique au cœur de l'Afrique centrale. Ce pont vise à accélérer le commerce intra-africain et à stimuler le développement du continent. Véritable trait d'union entre deux peuples frères, ce projet historique porte l'espoir d'une Afrique plus connectée, plus intégrée et résolument tournée vers l'avenir.

Sainte-Vicky

MANAGER HORIZON
06-438-30-40/05 579 30 26

Manager Général et d'Édition :

Abibe AYOKA
Tél: 06 438 30 40

Rédacteur en Chef
YABAMOK

Secrétaire Général de Rédaction
Gervais SANDEY

Manager Commercial
Elvis MOUNG'S

Service Commercial et recouvrement :

Freddy KOUZONDISSA

Comptable:

Andryxine MABONZO

Nos agences:

Pointe-Noire: Yves Malouthas

Tel 06 658 68 85

Dolisie: 06.956.76.76

Ouesso: 06.880.55.15

Djambala: 6.979.31.04

Impfondo: 06.684.55.70

Nkayi: 05.02.78.617

Kinkala: 06.813.22.22

Kinshasa:

00243.977.67.44.12

MANAGER

N°551 du 18 au 25 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Conseil Congolais des chargeurs dans la Sangha : Le combat de l'intégration à la ZLECAF, est un véritable défi à relever pour le Dr Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas !

Les descentes de terrain pour toucher du doigt la réalité sont des priorités du Dr Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas, Directeur Général du Conseil Congolais des chargeurs et président de l'UCCA. En mission de travail dans le département de la Sangha, le directeur général du conseil congolais des chargeurs a mobilisé les acteurs impliqués dans la chaîne des métiers de la logistique et des transports.

Comme à l'accoutumée, expert en la matière partout où il est passé c'est une leçon inaugurale dont sa science infuse. Opérateurs économiques chargeurs et élèves ont été informés et sensibilisés sur les enjeux de l'heure, surtout avec l'arrivée de la ZLECAF. Cette zone déterminante de libre échange continentale africaine à l'horizon 2030. Dans une démarche dynamique après la cuvette notamment à Oyo le DR Koumou Boulas veut toucher du doigt la réalité sur le terrain conscient de l'intense activité qui s'y emploie. On le sait que dans le département de la sangha il y a



Le Dr Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas

une intense activité économique et donc la logistique a toute sa place et l'assistance aux chargeurs s'avère donc nécessaire. Aujourd'hui après plusieurs séminaires et ateliers de

vulgarisation sur les coûts des marchandises sur la chaîne des transports appuyé à l'opérationnalisation du régime BLD et IM 8 ; il découle une simplification des procédures

d'approvisionnement et d'acheminement des marchandises dans le cadre du commerce international. En sa qualité de président de l'UCCA aucun département ne peut rester en marge des enjeux et défis de la ZLECAF. La position stratégique de la Sangha qui est une porte d'entrée et de sortie des marchandises pour le développement socio-économique du pays. Son séjour de travail dans cette partie septentrionale est donc un intérêt très capital. L'assistance aux chargeurs impulsée par le Dr Koumou Boulas dans la Sangha dans sa double qualité, s'articule donc autour de trois axes majeurs visant à optimiser et sécuriser les opérations de fret vu, l'intense activité dans l'exploitation forestière. En plus, il concourt à sa mission d'optimiser les coûts et les délais ; réduction et maîtrise des frais de passage portuaire et des corridors de transit pour rendre la marchandise plus compétitive. Dans cet accompagnement il s'agit d'informer, former et sensibiliser pour préparer les opérateurs économiques aux mécanismes opérationnels et douaniers de la ZLECAF. Cette vision globale et intégrale vise à sortir l'institution

de sa léthargie longtemps décriée, en modernisant l'encadrement du trafic multi modal et protéger le pouvoir des consommateurs tous azimuts. Dans cette optique pour toutes démarches spécifiques il est d'ailleurs recommandé de solliciter les services officiels du Conseil congolais des Chargeurs.

Enfin le Dr Dominique Koumou Boulas effectue ce déplacement de Ouesso pour être à la rencontre directe avec les opérateurs économiques locaux. Il y a abordé les enjeux cruciaux pour le département. L'optimisation des coûts de transports, la maîtrise de la chaîne logistique, l'amélioration des délais de transit sur les corridors et le renforcement des capacités des chargeurs. L'objectif étant bien, la réduction de la vie chère et l'amélioration du panier de la ménagère. Il insiste sur l'importance de la réglementation sans oublier bien sûr la vulgarisation de la formation avec la délocalisation le centre unique Trainmar de Pointe noire. Le président du CCC a également coordonné l'extension à Ouesso d'un programme national de formation gratuite pour les jeunes axé sur la conduite intelligente comme il avait fait à Pointe noire, afin de soutenir les métiers du transport et de la logistique. Pour terminer ces rencontres de terrain permettent d'informer les opérateurs économiques locaux sur les défis du commerce international et les opportunités de la ZLECAF. L'étape de Ouesso pour le Dr Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas s'inscrit dans le droit chemin.



MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°551 du 18 au 25 mai 2026

Abibe Ayoka

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Sports : L'académie Alima, une structure de formation de l'élite sportive !

C'est un parti réussi qui fait parler en deux ans que vient de constater Hugues Ngouélondélé à Oyo. Le ministre de la jeunesse, des sports et de l'éducation civique s'émerveille face à une progression spectaculaire portée par l'agilité et le professionnalisme des jeunes en formation de ce temple sportif de genre nouveau dont plus de la moitié s'apprête à affronter les congères françaises du Psg et autres.

L'académie Alima se dresse désormais à Oyo dans le département, à 425 kilomètres au nord de Brazzaville comme une structure de formation de l'élite sportive congolaise de qualité. Hugues Ngouélondélé, le ministre de la jeunesse, des sports et de l'éducation civique vient d'en vivre une fois encore, l'évolution spectaculaire d'un projet audacieux intégrant la formation et les réformes structurelles, notamment en football. Sa descente d'évaluation montre qu'en deux ans, des progrès notables et multiples sont enregistrés. Entre évolution remarquable des jeunes pensionnaires, la construction et le calibrage aux standards internationaux des infrastructures, c'est une métamorphose qui semble devancer le temps qui s'est opérée. L'édifice de deux niveaux (R+1) qui jointe les terrains de football et autres modules renforce la nouvelle architecture du complexe sportif d'Oyo, associant confort, luxe, beauté et résultats

Face aux jeunes pensionnés de la promotion pilotes tous de bleu vêtus



qui se sont d'ailleurs prêtés à quelques exhibitions, Hugues Ngouélondélé rêve grand au prépare l'élite à relever les grands défis. Le ministre affiche un optimisme sans réserve quant à la relève sportive du Congo tant l'engagement, la discipline et l'ambition des jeunes ne connaissent de limite.

L'Académie Alima impressionne par sa métamorphose et ses résultats

et, le pari réussi d'une montée en puissance en deux ans cède le pas aux grandes ambitions.

Pour preuve, plus de la moitié de ses pensionnés de la promotion pilote quitte le Congo sous peu pour la France où y affronteront les U14 du Paris Saint-Germain (PSG) et d'autres clubs de référence, dans le cadre d'une confrontation de jauge de performance en vue de booster la qualité de leur professionnalisme.

Yves Malouhase

Violence faites à Sonia Jacquet : Le ministre Jean marc Thystère Tchicaya fait un mea culpa. Attention à la loi Mouebara !

L'épouse de Sonia jacquet, Jean Marc Thystère Tchicaya veint, par un communiqué officiel, expliqué les faits, présente les excuses à son épouse, au président de la République et à la première dame, au gouvernement et au public.



Voici le communiqué :

" A la suite des événements révélés ces derniers jours et qui touchent ma vie familiale, je souhaite porter à la connaissance de l'opinion nationale les quelques précisions suivantes, afin de m'en expliquer publiquement, avec sincérité et humilité.

Je tiens, en premier lieu, à présenter mes excuses les plus respectueuses et sincères à Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, ainsi qu'à Madame la Première Dame, et leur demander de bien vouloir me pardonner pour la gêne et le trac causés bien involontairement par cette affaire.

En deuxième lieu, je voudrais dire publiquement à mon épouse, Madame Sonia Joséphine JACQUET, tout le respect et l'attachement que je lui porte. Elle est une femme remarquable, une mère admirable et une personne pour laquelle j'éprouve une grande affection et un amour profond. Je lui demande de me pardonner la peine et l'émotion occasionnées par une situation relevant exclusivement de notre vie privée et dont l'écho médiatique a pris une ampleur que je regrette profondément.

Je demande également à nos compatriotes, notamment aux femmes, témoins malgré elles de cet épisode malheureux qui a suscité leur émoi, de bien vouloir nous pardonner, à mon épouse et à moi-même, pour la révélation d'éléments relevant de notre intimité.

Je veux également exprimer mes profonds regrets et ma désolation à Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, ainsi qu'à mes collègues membres du Gouvernement, avec une mention particulière pour Madame la Ministre en charge de la Promotion de la Femme.

J'exprime également ma peine quant au fait qu'une telle situation ait pu mettre à rude épreuve l'honneur et la crédibilité des institutions de la République à cause d'un de leurs animateurs que je suis.

A cet égard, je prends acte du communiqué du Gouvernement de la République et remercie toutes les autorités qui ont Œuvré, œuvrent et œuvreront pour apporter rapidement

une solution alliant respect de la loi, préservation de l'harmonie familiale et sociale et protection de notre vie conjugale. J'affirme ma pleine confiance dans les institutions de notre pays, dans l'Etat de droit et dans le respect du principe fondamental de la présomption d'innocence.

Je condamne avec la plus grande fermeté toute forme de violence, en particulier celle faite aux femmes, et rejette toute interprétation contraire à la réalité des faits. Je tiens à affirmer, de la manière la plus claire, que je n'ai en aucune manière exercé de violence à l'encontre de mon épouse. Il s'agit d'un incident malheureux survenu dans le cadre d'un différend conjugal, dont nous apporterons toutes les explications utiles aux autorités compétentes.

Ceux qui me connaissent savent la place essentielle qu'occupe ma famille dans ma vie. Malgré les responsabilités qui sont les miennes, mon épouse, mes enfants et mon foyer demeurent ce que j'ai de plus précieux. Mon souhait le plus sincère est que nous puissions, mon épouse et moi, traverser cette épreuve avec sagesse et dignité, dans l'intérêt supérieur de nos enfants et de la préservation de notre cellule familiale.

Enfin, mon épouse et moi remercions toutes les personnes qui nous ont témoigné leur soutien, leur bienveillance et leurs prières "

Très important à souligner ici

L'engagement des poursuites ne traduit pas une conviction de culpabilité. Il signifie simplement que des éléments suffisants existent pour saisir un juge afin qu'il apprécie les faits. Le procureur ou l'autorité de poursuite n'a pas à établir la culpabilité, mais à soumettre l'affaire au juge dans un cadre contradictoire. Ainsi, dire que pour celui qui poursuit, la personne est présumée coupable est juridiquement inexact car la poursuite n'est pas une condamnation anticipée, mais une étape procédurale qui laisse intacte la présomption d'innocence jusqu'au jugement.

En conséquence, il n'y a aucun non-sens à poursuivre une personne tout en respectant sa présomption d'innocence. C'est précisément le fonctionnement normal de la justice pénale.

Elvis Moug's

Assainissement de Brazzaville : Déguerpissement obligatoire au quartier Yoro à Mpila

Dans le cadre du projet de modernisation du port secondaire de Yoro au quartier Mpila, dans l'arrondissement 6 Talangaï à Brazzaville, le gouvernement de la République a résolu d'agrandir la route d'accès à ce lieu. Pour ce faire, certaines parcelles riveraines devraient être expropriés pour cause d'utilité publique.

Conformément à la loi, une indemnité préalable avait déjà été attribuée aux ayants droit afin de libérer les lieux au plus vite, mais à l'expiration du délai, nombreux d'entre eux ne voulaient pas partir. C'est ce qui a contraint la force publique de procéder, ce 13 mai 2026, au déguerpissement forcé des familles ayant déjà perçu leurs indemnités du gouvernement congolais, mais, qui n'ont pas voulu libérer les lieux, ce, malgré les délais largement dépassés et de nombreuse mise en garde de l'autorité de l'Etat.

Réquisitionnée par l'autorité gouvernementale, la force de l'ordre, à travers ses engins ont imposé la force de la loi, en procédant manu



militari à l'expropriation et au déguerpissement forcé des occupants des habitations non encore libérées.

Il importe de souligner que cette expropriation, qui concerne 420 familles a été conditionnée pour un projet d'utilité publique visant à désengorger la ville capitale, l'extension de la route d'accès afin de la modernisation du port. Rappelons que le port de Yoro, une succursale du port autonome de Brazzaville, constitue l'un des principaux points d'entrée des denrées alimentaires. L'établissement public traverse une situation économique et sociale difficile. Créé en 1944, ce port

constitue un des poumons logistiques majeurs pour le pays et pour le commerce sous-régional. Sa rénovation permettra d'accroître sa capacité de stockage et de manutention, d'améliorer l'accessibilité ainsi que la sécurité des infrastructures et de créer des zones d'activités économiques diversifiées. Cette expropriation qui permet le développement d'infrastructures sociales et commerciales s'étend sur une superficie de 15 hectares. Des travaux sont déjà en cours, incluant des quais, des entrepôts et le réaménagement dudit port modernisé.

Carine Mabéngué

**Lisez et faites lire
Manager Horizon,
votre journal
d'investigations
et d'informations
générales**

MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°551 du 18 au 25 mai 2026

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye